

Nous devons tous reconnaître qu'il existe actuellement deux tendances principales en ce qui concerne la planification et le développement à l'échelle nationale. D'une part, l'industrie et le commerce s'implantent à qui mieux mieux dans les grands centres, ce qui crée des problèmes urbains importants. Si cette tendance continue, d'après certains experts, à la fin du siècle, la plus grande partie de la population du Canada sera concentrée dans quelques mégapoles. D'autre part, les régions qui n'ont pas eu la chance de connaître une expansion économique, ou qui sont tombées dans le marasme par suite de mouvements et de changements industriels, font l'objet d'une attention spéciale de la part de tous les gouvernements, et l'on fait de grands efforts, que nous appuyons tous, pour ramener l'espoir, la vitalité et la vie dans ces collectivités.

Il y a une grande différence entre les théories officielles et leur mise en pratique, quant à l'avenir de notre pays. Nous semblons paralysés, hypnotisés, pendant que les grandes agglomérations urbaines connaissent une expansion croissante. Nous faisons ce que nous pouvons pour aider les régions où le marasme est évident mais, jusqu'ici, il faut dire que les gouvernements, que ce soit au niveau fédéral ou provincial, n'ont pas établi des objectifs fermes pour la planification et n'ont certainement pas trouvé des moyens efficaces d'infléchir et d'orienter l'expansion industrielle vers de nombreuses petites localités et villes canadiennes agréables et admirablement situées.

Si nous n'abordons pas maintenant ce problème comme il le faut, gare à l'avenir! Qui ne s'inquiéterait de la ruée de la population et de l'industrie vers les grands centres? Nous devons tous être alarmés par le dépeuplement relatif et constant des centres secondaires, dépeuplement que seules des mesures positives pourraient enrayer. Nous devons tous nous intéresser aux conditions et aux normes de vie qui régneront au Canada si les petits centres, tels que les villes situées le long du Saint-Laurent, ne sont pas encouragés à croître et à prospérer.

Monsieur l'Orateur, j'ai commencé par dire de ce budget qu'il était comme une partie d'un grand inventaire national, assurant une base solide à la croissance et au développement futurs. Ceux d'entre nous qui ont le privilège d'être ici doivent songer non seulement à la croissance et à l'expansion en soi, mais dans la mesure où elles assurent le bien-être de tous les Canadiens. Pour cela, il faut songer sérieusement à ce que sera notre pays dans 25 ou 50 ans. Il faut qu'il existe une coopération, une coordination des efforts plus

grandes entre tous les niveaux du gouvernement, non seulement pour que la nation continue à prospérer, mais pour qu'elle le fasse dans une atmosphère agréable pour tous ses citoyens. Je crois que l'adoption de ce budget est un pas vers un meilleur Canada.

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, je vois qu'on me fait l'honneur quelque peu équivoque de s'attendre que je parle jusqu'à l'épuisement du temps consacré au budget. Si j'en avais le temps, j'aimerais m'étendre sur certaines des iniquités du gouvernement, de l'irresponsabilité fiscale qu'il a démontrée concernant la mauvaise gestion financière des affaires du pays. Tandis que le gouvernement poussait régulièrement l'économie vers une spirale inflationniste, il murmurait en même temps des paroles encourageantes aux Canadiens, leur disant que tout allait bien et que le budget serait équilibré.

Le ministre des Finances, M. Gordon, dans son discours du budget, le 13 juin 1963, comme en fait foi le hansard, à la page 1043, déclarait ceci:

... il importe de commencer par mettre nos affaires en ordre, c'est-à-dire de tendre vers un budget équilibré et un haut niveau de l'emploi. C'est maintenant qu'il faut faire le premier pas en ce sens.

Le 26 avril 1965, le ministre des Finances, M. Gordon, également dans son exposé budgétaire, a dit ces mots qu'on peut lire page 433 du hansard:

Dans la pratique, il semble juste de dire qu'après une longue période de déficits gênants, les finances de la nation sont maintenant fermement dirigées.

Puis, le ministre des Finances, M. Sharp dans l'exposé budgétaire du 29 mars 1966, a dit, comme on le voit page 3380 du hansard:

A toutes fins pratiques, c'était donc un budget équilibré.

Voici ce qu'a dit encore le ministre des Finances, M. Sharp, dans l'exposé budgétaire du 19 décembre 1966, comme on le lit page 11,331 du hansard:

... Je répète ce que j'ai déjà affirmé le 8 septembre à la Chambre et redit ailleurs: nous devons freiner le taux d'accroissement de nouvelles dépenses publiques. Ne tenons pas pour assuré que les Canadiens ont la capacité et le désir de payer des impôts accrus.

Alors c'est comme ça, monsieur l'Orateur. Mes amis de ce côté-ci de la Chambre ont souligné ce qu'ont dit le ministre des Finances (M. Benson), alors président du Conseil du Trésor, et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp) l'automne dernier et au printemps. En dépit de ces déclarations, nous constatons que, depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement, on a accumulé des